

tuation difficile et délicate en ce moment, la Norvège apposera sa signature au pacte de l'Atlantique.

Le Luxembourg est un très petit état, du moins par sa population. Les petits pays, néanmoins, ont la même fierté nationale que les grands. La même chose s'est produite, en 1914, au Luxembourg. Il a souffert sur son propre territoire et a subi de grands ravages matériels et de lourdes pertes en vies humaines.

Un mot maintenant de l'Italie. Je me réjouis de l'approbation du pacte de l'Atlantique par le gouvernement et le sénat italiens, ainsi que de l'envoi du représentant de l'Italie à Washington. L'Italie se rend compte en effet des dangers et de la menace de mort que présente une dictature pour une nation aussi fière. Je sais que les nations qui signeront le pacte à Washington dans quelques jours lui feront bon accueil. Peut-être n'est-ce pas le bon moment de le dire, mais j'espère que bientôt la nation italienne fera partie de l'Organisation des Nations Unies.

On me permettra sans doute de dire un mot du Danemark, qui est aussi un des signataires du pacte. Le Danemark a souffert. Il n'a rien fait au peuple allemand, ni au reste du monde. Ce peuple excellent et travailleur qui vit à l'aise dans une région où toute autre nation souffrirait presque de la famine, a été écrasé et presque pulvérisé sous la botte de Hitler. Lui aussi s'est rendu compte, comme d'autres petites nations, que son salut réside dans un pacte de ce genre aux termes duquel toutes les vraies démocraties vont mettre leurs ressources en commun pour protéger ceux qui en ont besoin.

Je n'ai pas le temps de m'arrêter à l'article 2, qui renferme un message que les signataires auront à étudier et à débattre. Je crois, après réflexion, que je vais en donner lecture. En voici les termes:

Les Parties contribueront au développement de relations internationales pacifiques et amicales en renforçant leurs libres institutions, en assurant une meilleure compréhension des principes sur lesquels ces institutions sont fondées et en développant les conditions propres à assurer la stabilité et le bien-être. Elles s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'entre elles ou entre toutes.

Je souligne tout particulièrement les mots "politiques économiques". Nous laisserons-nous de nouveau prendre au piège dans lequel nous sommes tombés après la guerre de 1918? Dans le domaine économique, nous semblons suivre une ligne de conduite aussi dangereuse que celle que nous adoptions trois ans après la fin de la première Grande Guerre. A ce moment-là, les nations de l'univers élevaient, à qui mieux mieux, des

murailles douanières de plus en plus élevées et multipliaient les interdictions ainsi que les restrictions au commerce. Nous savions à quel danger cette ligne de conduite nous exposait, puisque la guerre économique entraîne d'ordinaire la guerre militaire. Il est toujours risqué d'entraver, même partiellement, le libre échange des denrées entre les divers pays de l'univers. Il faut craindre que quelqu'un ne soit éprouvé ou qu'une nation ne subisse une crise intérieure, conséquence qui, dans la plupart des cas, provoque un conflit armé. Le péril est plus imminent qu'il ne l'était il y a dix ou quinze ans.

En ce moment, nous parlons de la zone du sterling ou de la zone du dollar, d'ententes bilatérales ou de troc, des effets renversants de restrictions au commerce avec les pays à l'intérieur du rideau de fer ou d'interdictions visant le commerce dans les colonies anglaises. Je pourrais poursuivre l'énumération d'éléments démontrant que nous sommes en pleine guerre économique. J'espère que les délibérations relatives au pacte de l'Atlantique permettront de mettre fin à ces conflits économiques et de nous entendre.

Je ne crois pas que le libre-échange intégral puisse se réaliser dans le monde. Cependant, vu les restrictions actuelles, je suis porté à croire que les principales nations pêchent gravement contre les règles de l'économie mondiale. Il devrait être possible d'aplanir les difficultés inhérentes à certains pactes. Je ne veux aucunement critiquer qui que ce soit. Cependant, je ne comprends pas pourquoi la Grande-Bretagne ne peut acheter davantage du Canada et nous de l'Angleterre. J'irai même plus loin. Nous avons dit,—et on le répétera maintes et maintes fois durant la présente discussion,—que nous songeons toujours à la guerre idéologique qui met aux prises deux mondes différents: d'un côté, le communisme et de l'autre, ce que nous appelons les démocraties libres. A mon sens, toutes les nations signataires du pacte de l'Atlantique devraient prendre bien garde, lorsqu'elles commerceront avec les nations à l'intérieur du rideau de fer. Les denrées qu'elles obtiendraient à meilleur compte qu'aux États-Unis ou qu'au Canada pourraient bien être produites au coût de milliers de vies ou de travail d'esclaves. Je fais aussi appel à nos voisins des États-Unis. Ne serait-il pas possible d'atténuer les exigences des pays à monnaie ferme, de la zone du dollar? Je suis peu versé en économie, mais j'admire les nobles principes qui ont guidé les États-Unis depuis la fin du récent conflit et qui lui ont fait distribuer ses richesses, son argent et ses dollars en vue du relèvement de l'Europe. Cependant, je n'arrive pas à m'expliquer la disparité entre le prétendu dollar